

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE



CHABLAIS INSERTION

105C route de la Dranse

74500 AMPHION LES BAINS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

COFIDEST AUDIT
Arcopole A
2 impasse de la Source
74200 Thonon-les-Bains
04 50 71 62 66

COFIDEST.COM

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DAUPHINÉ-SAVOIE
SAS au capital de 96 000 Euros - R.C.S THONON 383 780 889

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE



CHABLAIS INSERTION

105C route de la Dranse

74500 AMPHION LES BAINS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

COFIDEST AUDIT
Arcopole A
2 impasse de la Source
74200 Thonon-les-Bains
04 50 71 62 66

COFIDEST.COM

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DAUPHINÉ-SAVOIE
SAS au capital de 96 000 Euros - R.C.S THONON 383 780 889



CHABLAIS INSERTION

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION CHABLAIS INSERTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CHABLAIS INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

COFIDEST.COM



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à THONON LES BAINS,
Le 24 juin 2024
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT
Cyrille FAYETTE
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	22 388,81	17 612,52	4 776,29	5 895,73
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 988,00	2 988,00		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	67 300,00		67 300,00	67 300,00
	Constructions	332 067,59	282 148,04	49 919,55	61 734,02
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	76 478,49	67 275,17	9 203,32	6 921,02
	Autres immobilisations corporelles	144 488,57	116 624,04	27 864,53	42 644,02
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	4 673,75		4 673,75	4 628,00
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 254,73		8 254,73	8 254,73
	TOTAL (I)	658 639,94	486 647,77	171 992,17	197 377,52
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	82,60		82,60	10 462,00
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 000,00		1 000,00	
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	125 286,53		125 286,53	112 151,23
	Autres créances	308 168,64		308 168,64	157 347,09
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	240 819,80		240 819,80	326 122,22
	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (II)	675 357,57		675 357,57	606 082,54
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	1 333 997,51	486 647,77	847 349,74	803 460,06
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				8 254,73	8 254,73
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	414 115,93	325 453,24
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	84 398,78	88 662,69
	Total des fonds propres	498 514,71	414 115,93
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	17 134,60	26 574,40
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	17 134,60	26 574,40
	Total des fonds associatifs	515 649,31	440 690,33
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	15 560,00	12 448,00
	Total des provisions	15 560,00	12 448,00
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	140 476,36	164 658,24
	Emprunts et dettes financières divers	20,00	40,00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 929,90	39 453,29
	Dettes fiscales et sociales	138 988,47	127 348,86
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	4 725,70	18 821,34
	Total des dettes	316 140,43	350 321,73
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		847 349,74	803 460,06
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		84 398,78	88 662,69
(1) Dont à moins d'un an		316 140,43	350 321,73
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

**Le Commissaire
aux comptes**

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	138 977,04	79 822,90
	Prestations de services	502 055,10	440 620,97
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	724 630,27	690 133,68
	Dons	16 359,00	2 999,84
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	51,77	1,71
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	91 615,31	89 916,14
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 473 688,49	1 303 495,24
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	69 108,85	21 625,80
	Variation de stock	10 379,40	(143,56)
	Autres achats et charges externes	184 996,00	205 651,53
	Impôts, taxes et versements assimilés	34 981,82	28 206,21
	Rémunération du personnel	923 312,46	807 856,65
	Charges sociales	141 298,92	118 840,79
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	35 112,00	34 712,10
	Dotation aux provisions	3 112,00	3 112,00
	Autres charges	23,27	321,24
	Total des charges d'exploitation	1 402 324,72	1 220 182,76
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	71 363,77	83 312,48
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	1 866,59	651,31
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	8 093,90	9 218,16
	2 - RESULTAT FINANCIER	(6 227,31)	(8 566,85)
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	65 136,46	74 745,63
	Produits exceptionnels	20 182,32	13 917,06
	Charges exceptionnelles	920,00	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	19 262,32	13 917,06
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	1 495 737,40	1 318 063,61
	TOTAL DES CHARGES	1 411 338,62	1 229 400,92
	EXCEDENT ou DEFICIT	84 398,78	88 662,69
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	4 035,36	
	Bénévolat	4 035,36	
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES	4 035,36	
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	4 035,36	

Le Commissaire
aux comptes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **847 350 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 495 737 euros** et un total **charges** de **1 411 339 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **84 399 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12 mois**.

**Le Commissaire
aux comptes**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Le Commissaire
aux comptes**

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

L'association dispose d'un stock de biens attribué gratuitement. Confronté aux difficultés d'évaluer ce stock à la valeur vénale, celui-ci n'a pas été comptabilisé.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	22 388,81					22 388,81
	Autres	2 988,00					2 988,00
	Le Commissaire aux comptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 376,81					25 376,81
CORPORELLES	Terrains	67 300,00					67 300,00
	Constructions sur sol propre	224 700,00					224 700,00
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement	106 677,59		690,00			107 367,59
	Instal technique, matériel outillage industriels	70 663,11		8 990,90		3 175,52	76 478,49
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	126 413,20					126 413,20
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	18 075,37					18 075,37
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		613 829,27		9 680,90		3 175,52	620 334,65
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	4 628,00		45,75			4 673,75
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 254,73					8 254,73
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12 882,73		45,75			12 928,48
TOTAL		652 088,81		9 726,65		3 175,52	658 639,94

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	16 493,08	1 119,44	Le Commissaire aux comptes	17 612,52
	Autres	2 988,00			2 988,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 481,08	1 119,44		20 600,52
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	165 529,00	11 235,00		176 764,00
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	104 114,57	1 269,47		105 384,04
	Instal technique, matériel outillage industriels	63 742,09	6 708,60	3 175,52	67 275,17
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	88 270,15	12 431,13		100 701,28
	Matériel de bureau, mobilier	13 574,40	2 348,36		15 922,76
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	435 230,21	33 992,56	3 175,52	466 047,25
TOTAL		454 711,29	35 112,00	3 175,52	486 647,77

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	12 448,00	3 112,00		15 560,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		12 448,00	3 112,00		15 560,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		12 448,00	3 112,00		15 560,00
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			3 112,00		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 254,73	8 254,73	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	125 286,53	125 286,53	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	250,39	250,39	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	307 918,25	307 918,25	
	Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES		441 709,90	441 709,90	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	140 476,36	140 476,36		
	Emprunts et dettes financières divers	20,00	20,00		
	Fournisseurs et comptes rattachés	31 929,90	31 929,90		
	Personnel et comptes rattachés	71 270,78	71 270,78		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	66 720,69	66 720,69		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	997,00	997,00		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	4 725,70	4 725,70		
TOTAL DES DETTES		316 140,43	316 140,43		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		24 151,88			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		98 824
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INTERET COURUS SUR EMPRUNT</i>	289	289
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNIS. FACTURES NON PARVENUE</i>	3 300	3 300
Dettes fiscales et sociales <i>CONGES PAYES A PAYER</i> <i>PERSONNEL A PAYER</i> <i>CHARGES SOCIALES A PAYER</i>	69 219 2 051 23 964	95 235

Le Commissaire
aux comptes

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		304 125
Autres créances clients <i>CLIENTS A RECEVOIR</i>	6 417	6 417
Autres créances <i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	297 708	297 708

Le Commissaire
aux comptes

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

Le Commissaire
aux comptes

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION PRODUITS D'EXPLOITATION (CHIFFRE D'AFFAIRES)		4 725,70	4 725,70
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			4 725,70

Le Commissaire
aux comptes

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		20 182,32
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		10 742,52
<i>PRODUITS EXCEPT. SUR OPER. GES</i>	<i>1 213,33</i>	
<i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIE</i>	<i>9 529,19</i>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		9 439,80
<i>QUOTE PART SUBVENTION INVESTIS</i>	<i>9 439,80</i>	
Total des charges exceptionnelles		920,00
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		920,00
<i>CHARG. EXCEPT. SUR OPERAT. GES</i>	<i>920,00</i>	
Résultat exceptionnel		19 262,32

Le Commissaire
aux comptes

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Autres engagements				
SUBROGATION DANS LE PRIVILEGE PRETEUR DENIERS			390 000,00	
INSCRIPTION PRIVILEGE PRETEUR DE DENIERS				
HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE COMPLEMENTAIRE				
			390 000,00	
Total des engagements financiers (1)			390 000,00	
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

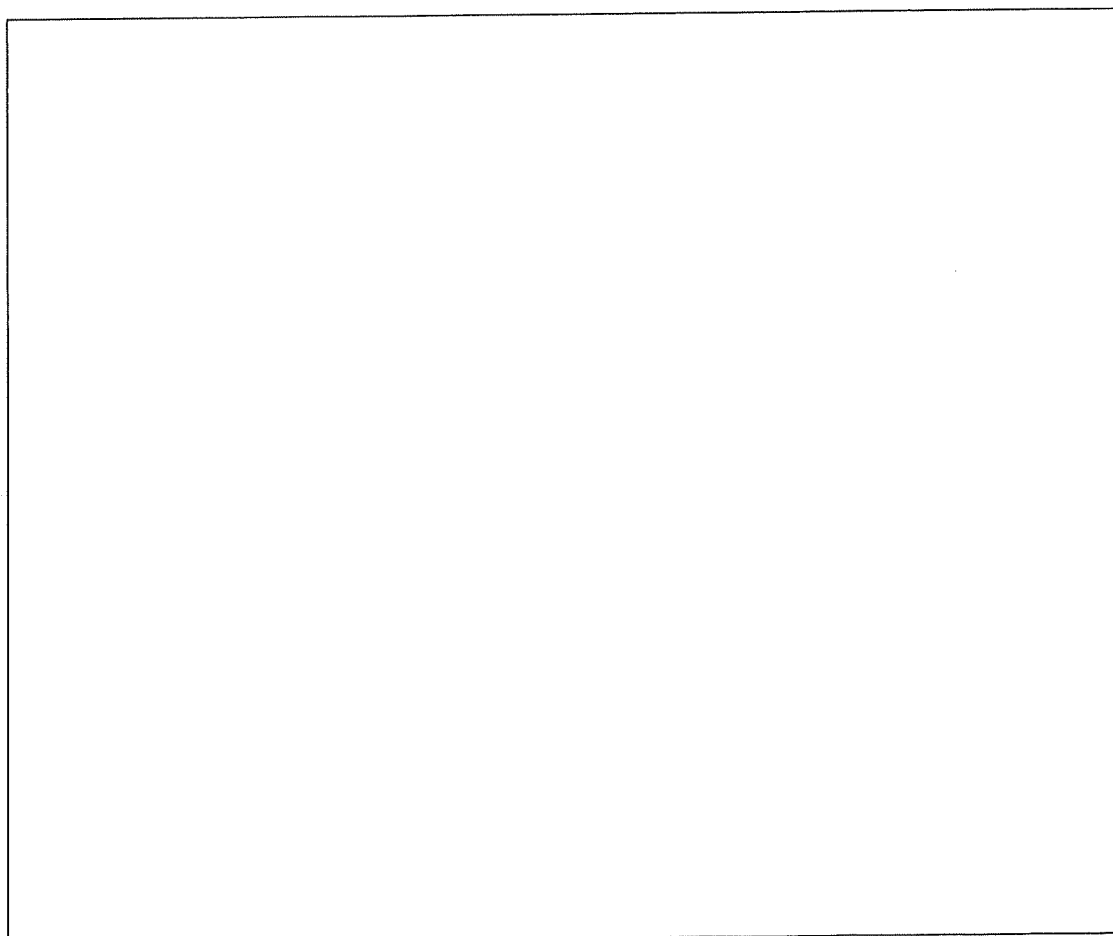
Le Commissaire
aux comptes

Transferts de charges

Etat exprimé en euros

31/12/2023

REMBOURSEMENT FORMATION	11 869,00
RBT CONTRAT AIDES	74 950,24
DIVERS	4 797,07
Le Commissaire aux comptes	
TOTAL	91 616,31



Annexe libre

Etat exprimé en euros

Le montant des engagements de fin de carrière au 31 Décembre 2023 pour le personnel permanent, non comptabilisé, s'élève à 15 997 €.

- départ volontaire lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein
- turn over faible
- taux d'évolution annuel des salaires de 1 %
- taux d'actualisation de 3.2 %
- moyenne d'âge d'entrée dans la vie active: 22 ans.

**Le Commissaire
aux comptes**

Activité de l'association :

L'association a pour objectif le recrutement et l'accompagnement de personnes en difficulté d'accès à l'emploi.

Elle propose un accompagnement individuel (social, professionnel, psychologique)

Les tâches réalisées par les salariés recrutés sont l'entretien des espaces verts, le second oeuvre, la maintenance de mobilier urbain, l'animation d'ateliers créatifs.

Afin de réaliser sa mission, l'association dispose de moyens humains (15 salariés permanents) et techniques (huit véhicules et divers outils pour assurer les chantiers)

Valorisation des heures de bénévolat :

Les heures de bénévolat ont été évaluées au cout salarial chargé du directeur de l'association.

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE

CHABLAIS INSERTION

105C route de la Dranse

74500 AMPHION LES BAINS

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2023



CHABLAIS INSERTION

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION CHABLAIS INSERTION,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à THONON LES BAINS,
Le 24 juin 2024
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT
Cyrille FAYETTE
Associé